

**Point de presse du porte-parole -  
Agenda du ministre et de la ministre  
chargée des affaires  
européennes/Principaux éléments  
publics - États-Unis - Cuba -  
Mauritanie - Corée du Nord - Lutte  
contre Daech - Institut français du  
Proche-Orient - Turquie**  
(Paris, 16 juin 2017)

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a présenté les agendas ministériels et répondu aux questions suivantes :

1 - Agenda du ministre et de la ministre chargée des affaires européennes du 19 au 25 juin 2017 - Principaux éléments publics

M. Jean-Yves Le Drian

Lundi 19 juin

15h - Entretien avec M. Cheikh Abdullah Bin Zayed Al Nahyan, ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale des Émirats arabes unis, Quai d'Orsay

16h30 - Entretien avec Mme Sophie Cluzel, secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargée des personnes handicapées, Quai d'Orsay

Mardi 20 juin

9h - Entretien avec le président de la République, Élysée

Déplacement à Moscou

Mercredi 21 juin

9h - Conseil restreint de défense, Élysée

10h - Conseil des ministres, Élysée

14h30 - Visite du salon international de l'aéronautique et de l'espace, Le Bourget

Vendredi 23 juin

11h - Entretien avec M. Sigmar Gabriel, ministre allemand des affaires étrangères, Quai d'Orsay

12h30 - Entretien avec Mme Maria Angela Holguin Cuellar, ministre colombienne des relations extérieures, Quai d'Orsay

15h - Inauguration de l'exposition photographique «Le Tour de France et l'Europe», Quai d'Orsay

17h30 - Entretien avec Mme Sylvie Goulard, ministre des armées, Quai d'Orsay

---

Mme Marielle de Sarnez

Mardi 20 juin

Conseil affaires générales, Luxembourg

Mercredi 21 juin

10h - Conseil des ministres, Élysée

16h - Débat préalable au conseil européen dans le cadre des travaux de la commission des affaires européennes, Sénat

Jeudi 22 - vendredi 23 juin

Conseil européen, Bruxelles

2 - États-Unis

Q - Craignez-vous que le nouveau train de sanctions américain contre la Russie exposera les sociétés européennes, dont françaises, impliquées dans des projets énergétiques en Russie ?

R - Depuis plusieurs années, nous soulignons auprès des États-Unis les difficultés que suscitent les législations à portée extraterritoriale.

Sur des sujets liés à la sécurité et à la politique industrielle européenne, nous souhaitons que les États-Unis respectent la coordination nécessaire, notamment dans le cadre du G7.

### 3 - Cuba

Q - Êtes-vous d'accord avec votre allié américain sur le fait qu'il faut avoir une politique plus restrictive envers Cuba pour faire évoluer la situation des droits de l'Homme dans ce pays ?

R - La France a salué, lorsqu'ils ont été décidés en 2015 et 2016, le rétablissement des relations diplomatiques entre les États-Unis et Cuba et les différentes mesures d'allègement de l'embargo.

Notre dialogue avec Cuba s'inscrit en particulier dans le cadre fixé par l'accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et Cuba, qui a notamment permis l'ouverture d'un dialogue de haut niveau sur les droits de l'Homme.

### 4 - Mauritanie

Q - Pouvez-vous détailler la coopération française avec la Mauritanie notamment dans les domaines de la sécurité et du développement ?

R - M. Jean-Yves Le Drian est aujourd'hui en Mauritanie pour évoquer avec le président Mohamed Ould Abdel Aziz notre coopération, notamment dans les domaines de la sécurité et du développement.

En matière de sécurité et de défense, la coopération est étroite. Elle couvre notamment la lutte antiterroriste, le soutien à l'engagement dans les missions de maintien de la paix, un appui à la montée en puissance de la marine nationale. 14 coopérants sont déployés dans le pays. La France appuie également la montée en puissance du G5 Sahel, dont le siège est à Nouakchott, notamment au titre du partenariat militaire de coopération transfrontalière.

La Mauritanie fait également partie des 17 pays prioritaires de l'aide au développement française. Les priorités de la coopération sont le développement durable (environnement, eau assainissement et protection de la biodiversité) et humain (éducation et formation

professionnelle, santé et culture).

Pour 2016, le budget de la coopération en matière universitaire et culturelle est de près de 1 MEuros. Le volume moyen des engagements annuels de l'Agence française de développement est pour sa part de près de 46 MEuros. Un espace «Campus France» a ouvert le 15 novembre 2015 dans les locaux de l'Institut français de Mauritanie, avec une fréquentation de plus de 4.000 étudiants en 2016.

## 5 - Corée du Nord

Q - Avez-vous des indications si la Corée du Nord était responsable de la cyberattaque massive du mois dernier qui avait frappé notamment Renault en France ?

R - L'enquête, tant au niveau national qu'eupéen, est encore en cours.

## 6 - Lutte contre Daech

Q - Avez-vous des indications sur la mort du chef de l'État islamique Abu Bakr al-Baghdadi ?

R - Nous n'avons aucune indication à ce sujet.

## 7 - Institut français du Proche-Orient

Q - Que répondez-vous aux chercheurs et scientifiques de l'IFPO qui ont dénoncé le licenciement des employés de l'IFPO à Damas et affirment que cette décision donnera une «image désastreuse» de la France ?

R - Le conseil scientifique de l'Institut français du Proche-Orient sera reçu par les services du ministère le 23 juin pour évoquer ces sujets.

## 8 - Turquie

Q - Avez-vous une réaction à l'arrestation de Taner Kilic, président d'Amnesty international en Turquie ?

R - La France est préoccupée par l'arrestation, le 6 juin, de l'avocat Taner Kilic, président du directoire d'Amnesty international en Turquie, avec 22 autres avocats.

Le travail des ONG comme Amnesty international est une composante essentielle de toute

société démocratique./.